

SICUT COMPTA COMPTA DE GRUPOES.

Impact des activités du
Musée Guggenheim Bilbao
sur l'économie du Pays Basque
en 2008

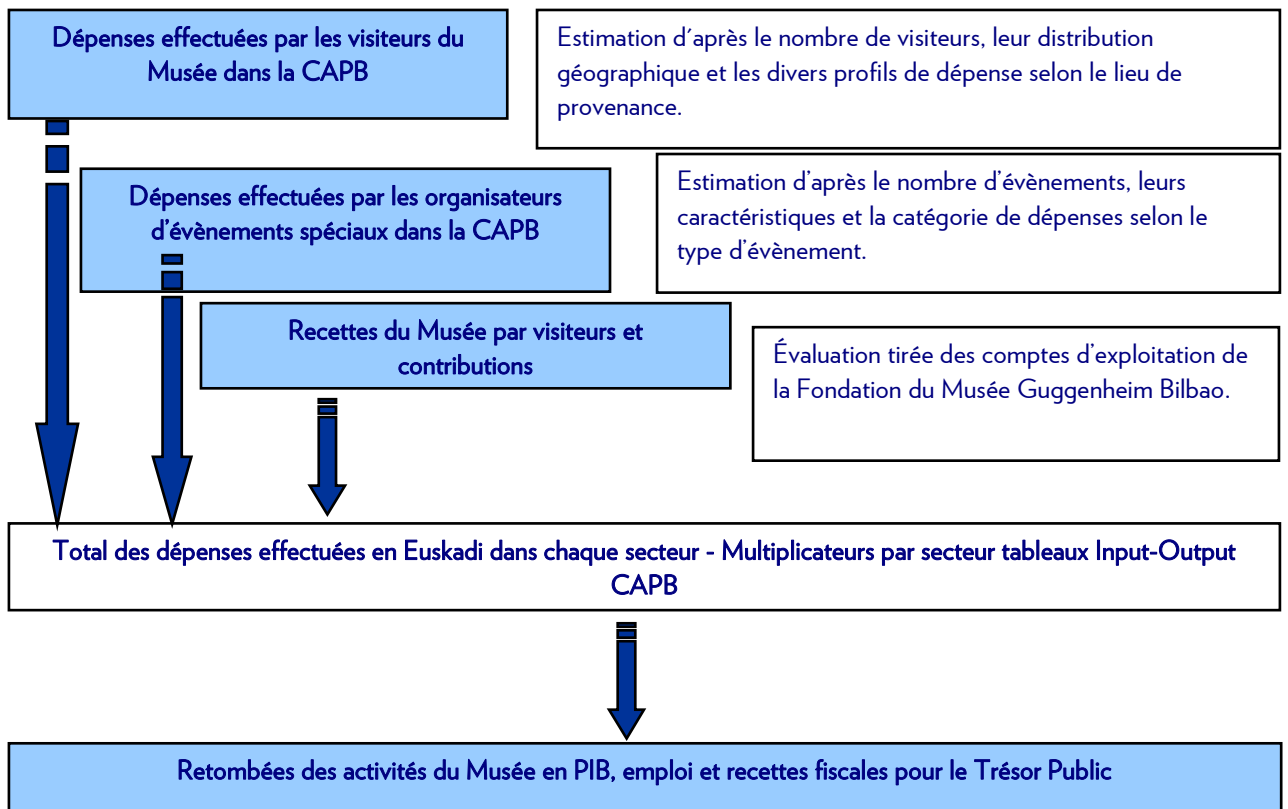
Introduction

Dès l'année 1998, le Musée Guggenheim Bilbao entreprenait une démarche d'étude de sa contribution à la transformation de la Communauté Autonome Basque, de son secteur touristique et son économie en général à travers le développement et l'application d'une méthodologie d'analyse de l'impact économique. L'étude annuelle verse sur la répercussion qu'ont les activités de la Fondation du Musée Guggenheim Bilbao sur l'économie régionale, en termes de création de PIB, de contribution au maintien de l'emploi et de hausse des recettes fiscales.

Modèle d'impact

Pour calculer cet impact, le modèle pris comme référence est celui conçu en 1998 et actualisé en 2006 dans deux de ses principaux volets :

- La révision des profils de dépense des visiteurs selon leur lieu de provenance, qui constituent le principal vecteur de dépenses directes et de création de richesse. Pour cela, 4196 enquêtes au total ont été réalisées auprès des visiteurs du Musée.
- La mise à jour des multiplicateurs sectoriels qui, après la publication des tableaux Input-Output, ont été recalculés de façon à refléter les nouveaux flux entre secteurs économiques qu'ont entraînés les mutations structurelles de l'économie de la Communauté Autonome du Pays Basque (CAPB) ces dernières années.



Principaux résultats du modèle d'impact

L'analyse de l'impact économique des activités du Musée Guggenheim Bilbao en 2008 permet de tirer les conclusions suivantes.

Au total, le montant des dépenses directes liées à l'activité du Musée en Euskadi en 2008 s'est élevé à **231 788 989 euros**, soit une dépense moyenne de 243,64 euros par visiteur. Ce total de dépenses directes est obtenu à partir de l'addition des chiffres suivants :

1. 202 805 049 euros qui correspondent aux dépenses effectuées en dehors des installations du Musée, comme il découle du profil de dépense établi d'après les enquêtes réalisées.
Les secteurs qui ont le mieux profité du déroulement de l'activité du Musée ont été :
 - Gastronomie : 91 588 873 euros en restaurants, bars et cafétérias.
 - Achats : 29 650 718 euros en boutiques et commerces.
 - Hébergement : 46 437 083 euros en hôtels de différentes catégories.
 - Transport : 13 389 060 euros en locations, carburant, péages, billets, etc.
 - Loisirs : 21 739 315 euros en cinéma, théâtre, visites d'autres musées, etc.
2. 28 983 940 euros qui correspondent aux dépenses effectuées à l'intérieur du Musée et à l'occasion d'autres manifestations en rapport avec l'activité de celui-ci (visiteurs, boutique, restaurant, contributions des mécènes et des amis du musée, organisation d'événements spéciaux, subventions, etc.).

Ainsi donc, et compte tenu de leur répercussion, directe, indirecte et induite, les activités du Musée Guggenheim Bilbao en 2008 se sont traduites par une création de richesse de **210 072 873 euros de PIB**, des recettes supplémentaires pour les finances publiques basques de **28 609 825 euros** et le maintien de 4196 emplois.

L'impact des activités du Musée Guggenheim Bilbao sur la Communauté Autonome du Pays Basque d'octobre 1997 au 31 décembre 2008 est résumé sur le tableau ci-après :

Euros	Oct-Déc 1997	1998	1999	2000	2001	2002
Impact						
Dépenses directes	40.568.317	190.400.635	202.799.514	191.903.165	149.724.135	143.706.595
Création PIB	31.517.075	147.921.099	157.555.323	149.087.063	168.331.470	162.327.827
Emploi (1)	832	3.906	4.161	3.937	4.415	4.265
Recettes fiscales	5.871.888	27.562.415	29.359.441	27.784.790	26.949.383	25.988.685

Euros	2003	2004	2005	2006	2007	2008	TOTAL
Impact							
Dépenses directes	153.745.225	163.711.085	165.835.281	233.621.942	242.986.389	231.788.989	2.110.791.272
Création PIB	173.089.191	184.046.738	186.197.551	211.633.296	220.240.289	210.072.873	2.002.019.795
Emploi (1)	4.547	4.842	4.893	4.232	4.399	4.196	4.354
Recettes fiscales	27.711.580	29.465.882	29.810.227	28.822.339	29.994.526	28.609.825	317.930.981

(1) Les chiffres de l'emploi correspondent à la contribution au maintien de l'emploi et non à la création de nouveaux postes de travail.